

PARIS, le 22.02.2008

Elections municipales de 2008 **Quelle place pour la sécurité ?**

Par Jean Michel WEISS

Secrétaire National de la FA-FPT chargé de la police municipale

☎ 06.07.28.73.49 / @ : jmiweiss@aol.com

✚ La sécurité ne serait plus la priorité des Français

En 2001, la sécurité était la préoccupation principale des Français juste devant le terrorisme et loin devant le chômage et l'exclusion ①. C'est d'ailleurs pour ce motif que les Français estimaient que le sujet était le plus évoqué par les candidats aux élections municipales comme à l'élection présidentielle de 2002. La sécurité avait donc animé sérieusement le débat des municipales de 2001.

✚ Le thème de la sécurité est moins polémique qu'il y a sept ans

Pour ces élections municipales de 2008, les attentes des Français semblent bien différentes. **Selon le dernier sondage ②, la sécurité n'est plus la préoccupation des Français, puisqu'elle n'arrive maintenant qu'en 9^{ème} position avec seulement 19 %** (les personnes interrogées citent le pouvoir d'achat à 48 %, la santé à 39 %, la retraite à 37 %, l'emploi 32 %, l'environnement 28 %, la qualité de vie 20 %, l'éducation 20 %, la protection sociale 19 %, la sécurité 19 %, le logement 18 % et les droits des salariés 6 %.

C'est donc vraisemblablement pour cette raison que la sécurité – ou l'insécurité – n'est plus abordée de la même façon qu'aux dernières échéances municipales.

Il faut dire aussi que selon le ministère de l'Intérieur, la délinquance ne cesse de baisser depuis 2002, puisque Michèle ALLIOT-MARIE a annoncé lors de la présentation du bilan 2007 une baisse de 13,5 % de la délinquance globale (entre 2002 et 2007) et une baisse de 33,7 % pour la délinquance de voie publique pour la même période.

Paradoxalement, 45 % des Français estiment que la sécurité s'est "plutôt dégradée" et 52 % que les relations police-population se sont "plutôt dégradées" ③.

Il faut noter aussi que « *les polices municipales, elles aussi, donnent moins lieu à des postures idéologiques. En un peu plus de vingt ans, le nombre des agents a quadruplé pour atteindre 20 000.* » d'après Les Echos.

Néanmoins, le dossier de la sécurité est abordé de façon beaucoup plus nuancé qu'il y a 7 ans.

① Ipsos sept. 2001

② CSA nov. 2007

③ Ipsos mars 2007

François Fillon relance la sécurité dans la campagne des municipales

A un mois des municipales, François Fillon a de nouveau placé l'insécurité au centre d'un déplacement en banlieue parisienne, en inaugurant un commissariat de police à Argenteuil (95), Le Premier ministre a estimé que "le problème de l'insécurité n'a pas disparu". "Mais à l'évidence le temps n'est plus au laxisme, ni à l'impunité. Et les Français l'ont senti", a-t-il ajouté.

Quelques exceptions

En 2008, quelques villes particulières comme **Nîmes (30)** par exemple où d'après un dernier sondage ^④ les Nîmois à 37 % considèrent que la sécurité reste leur préoccupation principale, ou encore à **Montpellier (34)**, la sécurité est le troisième thème que les électeurs souhaitent voir aborder en priorité durant la campagne ^⑤ avec 31 %, derrière l'emploi (43 %), le logement (39 %).

Quelle réponse est donnée par les principaux candidats dans ces deux villes ?

Pour **Nîmes (30)** : Malgré ces sondages qui pourraient révéler une problématique de sécurité particulièrement inquiétante, les candidats abordent peu la sécurité dans leur programme.

Le maire sortant Jean Paul Fournier qui conduit une liste  propose sur son programme en page 12 : Un passeport seniors pourra également être mis en place et la police municipale étudiera la possibilité de mettre en oeuvre l'accompagnement des personnes âgées vulnérables lors de leurs retraits d'argent auprès des banques, et page 18 : la construction de locaux pour la police municipale sera étudiée (sur un programme de 24 pages).

Pour son opposant Alain Clary, l'ancien maire , les idées sont également nuancées puisqu'il annonce lors de la présentation de son programme :

*« Oui, la sécurité des biens et des personnes est un droit fondamental, inaliénable !
Après 7 ans de discours sécuritaire et d'effets d'annonce (vidéosurveillance...), les problèmes sont loin d'être réglés. Malheureusement.*

Nous nous engageons pour :

- *une synergie pour faire reculer les incivilités, la délinquance,*
- *une convergence avec la police nationale et le retour de la police de proximité dans les quartiers.*
- *sanctions et répression : bien sûr... mais préalablement, prévention pour prendre le mal à la racine. Prévenir plutôt que guérir.*

La sécurité n'est d'ailleurs abordée qu'en page 16 dans son programme qui se compose de 20 pages !

Par ailleurs, la liste  ^{L'écologie} conduite par Silvain Pastor n'aborde à aucun moment la sécurité dans ses 20 pages de programme !

Note de Jean Michel WEISS :

On peut être surpris par le peu d'intérêt que suscite la sécurité dans les programmes des candidats nîmois. Ils abordent avec un certain recul ce sujet qui semble pourtant inquiéter considérablement leurs concitoyens. Pas étonnant donc que le Front National soit crédité de près de 8 % des intentions de vote dans la capitale gardoise.

^④ Ipsos fév. 2008

^⑤ Ipsos déc. 2007

A **Montpellier (34)** par contre, la sécurité est bien plus présente dans les programmes de campagne :

Mme Hélène MANDROUX qui conduit la liste     , candidate à sa propre succession, précise entre autres dans son programme pour la tranquillité de chacun :

- en complémentarité avec la police nationale, nous continuerons à recruter les effectifs de policiers municipaux supplémentaires, nécessaires à Montpellier, et nous les répartirons dans les 8 postes de police municipale de quartiers,
- nous mettrons en place une charte de la vie nocturne, ainsi qu'une police du bruit, toutes deux assureront le respect de la tranquillité de chacun au sein des espaces publics et des espaces verts,
- nous assurerons la tranquillité de chacun sur les places et au sein des espaces verts,
- nous poursuivrons également le programme d'installation mesurée de caméras de vidéo-surveillance qui sont de précieux outils, indépendamment des aspects liés à la sécurité, pour la surveillance des crues et des inondations.

Son principal opposant Jacques Domergue  veut « Faire de la sécurité, une priorité ».

- Dès la première année nous recruterons 50 policiers municipaux,
 - doublement des effectifs sur le mandat : de 116 aujourd'hui à 250,
 - mise en place d'une police municipale de proximité, à disposition des habitants 24h/24h dans tous les quartiers,
 - sécurisation des transports en commun, par la création d'une brigade des transports d'agglomération de 60 agents,
 - création d'une brigade anti-bruit,
 - sécurisation de l'action des pompiers dans les quartiers sensibles,
- précise son programme

Note de Jean Michel WEISS :

A l'instar de Nîmes, c'est à Montpellier que les deux principaux candidats parlent le plus de sécurité alors qu'elle ne figure qu'en 3^{ème} position des préoccupations des Montpelliérains.

Des créations promises

On note néanmoins que de nombreux candidats proposent dans leur projet **la création de services de police municipale** comme :

✓ à **Orly (94)** François Philippon propose la création d'une police municipale. « *Sur la base de 0,7 agent pour mille habitants, il est donc nécessaire d'organiser un effectif d'environ 15 agents. car l'aggravation de l'insécurité au quotidien, sous toutes ses formes, constitue une réalité, hélas incontestable à Orly.* »

✓ à **Le Mans (72)** [19^{ème} plus grande ville de France qui n'a pas de police municipale] Véronique Rivron  veut « *une police municipale à effectifs constants* ».

✓ à **Lens (62)** : la liste  souhaite mettre en place une police municipale.

✓ à **Nanterre (92)** : c'est dans le programme de la liste  que nous découvrons : « nous voulons à Nanterre une police municipale de proximité : circulant à pied, au service des habitants, formée pour régler pacifiquement les litiges de voisinage et de voie publique, en capacité de sanctionner les nuisances sonores et les incivilités, de sécuriser l'espace public le soir et pendant les week-ends. Nous voulons à Nanterre une police qui donne confiance et crée de la sécurité et du droit ; pas une police qui fait peur. »

L'armement fait-il toujours peur ?

A en croire certaines déclarations, l'armement de la police municipale fait toujours peur ... Nous sommes en droit de nous interroger sur cette question ...

✓ à **Paris (75)** même, Françoise De Panafieu  proposerait de créer une police municipale non armée.

✓ à **Brest (29)**, Fortuné Pellicano (majorité présidentielle), «*nous ne proposons pas un système de vidéosurveillance, mais de vidéo protection, comme j'ai été le premier à le proposer, et la création d'une police municipale non armée*».

Note de Jean Michel WEISS :

Plus de 8 ans après la publication de la loi relative aux polices municipales, l'armement fait toujours débat, alors qu'il est largement encadré.

Concernant la capitale, notons que nous constatons à nouveau le retour de l'idée de la création d'une police municipale. Pour cela, il faudra donc changer les compétences du maire qui ne détient pas de pouvoirs de police.

Des renforcements à prévoir en moyens et en effectifs

Dans de nombreuses villes ou villages, on peut également noter que les promesses sont nombreuses :

☑ à **Générac (30)**, Henri Rochet (sans étiquette) promet de renforcer l'équipe de la police municipale.

☑ à **Marly (59)** une liste sans étiquette évoque aussi "le doublement possible de la police municipale".

☑ à **Clermont Ferrand (42)** Michel Fanget  est favorable à la vidéo-surveillance et l'augmentation des effectifs de la police municipale pour assurer la tranquillité publique.

☑ à **Nice (06)**, la sécurité fait toujours débat, et pour cause puisqu'il s'agit d'une des villes les plus criminogène de France. Christian Estrosi  propose : la mise en place d'un service de lutte contre le bruit au sein de la police municipale, le redéploiement de la police municipale vers des missions de proximité, la création de 50 postes d'intérêt général, la création d'une réserve civile citoyenne pour que chaque habitant ait la possibilité de servir sa ville aux côtés de la police municipale.

Pour finir Patrick Allemand  projette, lui, de multiplier les effectifs de nuit de la police municipale par 7 entre 22h et 4h avec la création immédiate de 50 agents de sécurité sur voie publique. Il défend également le maintien et l'ouverture de commissariats de proximité pour la police nationale ou municipale.

Alors que la liste « Nice Arc-en-ciel »    rejoint celle du PS qui propose l'augmentation des effectifs et des moyens de la police municipale. Les centristes y rajoutent un volet propreté : « La brigade environnement, qui comprend 12 agents aujourd'hui, doit voir ses effectifs tripler ».

A gauche, toujours, le candidat de la liste Nice Autrement, Patrick Mottard se déclare favorable à un renforcement de la présence policière. A propos de la police municipale « *il faut affecter cet outil de qualité à de pures tâches de police* ».

Pour finir, c'est bizarrement un ancien du  et suspendu depuis peu de l' , le maire actuel depuis 12 ans Jacques Peyrat, qui parle le moins de sécurité. Néanmoins, dans ses propositions « mon projet pour Nice » il précise : « Qu'en matière de sécurité, je rappelle que

ce n'est pas du ressort de notre collectivité mais de l'Etat, du Préfet, de la Justice, du Procureur de la République. Pourtant, j'ai augmenté le nombre de policiers municipaux. Ils sont 285 aujourd'hui et 130 agents de surveillance de la voie publique, composant la première police municipale de France. Nous irons encore plus loin en la redéployant par un îlotage de chaque territoire, avec huit bureaux de police sur la commune. Nous créerons ainsi une véritable Police de Proximité. »



☑ à **Marseille (13)** : Jean Noël Guerini  promet notamment de :

- doubler les effectifs de police municipale passant alors de 200 à 400 agents,
- développer un système de vidéo-surveillance sur l'ensemble des points sensibles de la ville, et notamment auprès des commerçants,
- de dégager les policiers municipaux des missions administratives pour les affecter sur le terrain afin de couvrir tous les quartiers de Marseille,
- de protéger nos enfants du racket et des violences en renforçant la présence des policiers municipaux aux abords des collèges et lycées,
- de renforcer la sécurité dans les transports publics en augmentant les effectifs de police dans le métro, les bus et le tramway,
- d'améliorer la complémentarité des missions de la police nationale et de la police municipale.

Bizarrement, nous n'avons rien trouvé sur la sécurité dans le programme du maire sortant Jean Claude Gaudin .

☑ à **Toulouse (31)** le maire sortant apparenté , qui au cours de son mandat a armé la police municipale en 4^{ème} catégorie (la nuit), souhaite s'il est réélu augmenter les effectifs de 180 à 200 agents.

☑ à **Rennes (35)**, Caroline Ollivro  « compte également augmenter le nombre de policiers municipaux afin de refaire la part belle à la police de proximité, Elle propose, en tous cas, que cette police soit plus armée « en lui octroyant le droit d'utiliser la matraque de type *bâton de défense* ou *tonfa* ».

☑ à **Aubervilliers (93)**, Fayçal Méniat  met en avant les thèmes de la sécurité et de la propreté, et promet, s'il est élu, la création d'une « véritable police municipale, dotée de réels moyens », comptant en son sein « une brigade verte chargée de la propreté », et l'installation généralisée de « la vidéo tranquillité ».

☑ à **Gonnesse (95)**, la liste conduite par le maire sortant Jean Pierre Blazy (DVG) promet de : « moderniser la vidéosurveillance et la télésurveillance et renforcer avec les bailleurs la sécurisation des halls d'immeubles et d'augmenter les effectifs de la police municipale ».

☑ à **Saint Nazaire (44)** la liste dissidente  propose : En matière de sécurité et de lutte contre la délinquance, la création d'une police municipale « aux tâches clairement définies, complémentaires à la police nationale ». Elle plaide aussi pour la mise en place de caméras de vidéosurveillance.



**L'écologie
Les Verts** 

☑ à **Garges les Gonesses (95)**, la liste  d'Hussein Mokhtari propose dans son « *contrat* », comme il dit, notamment la mise en oeuvre d'un système de vidéosurveillance « *aux endroits stratégiques* », la création d'un service d'aide aux victimes et le renforcement de la police municipale, dont « *les missions seront revues afin de permettre une présence de proximité dans tous les quartiers, aux sorties des collèges et des écoles et non un simple rôle de collecteur d'impôt par le biais des amendes de stationnement ou de contrôle radar* ».

☑ à **Lavaur (81)** la candidate Véronique Fabriès (sans étiquette) veut renforcer la police municipale : « *Avec 4 policiers et 11 gendarmes c'est insuffisant. La police municipale doit*

avoir une feuille de route, à l'heure actuelle, la police manque de moyens pour assurer un service 24 h/24 et 7 jours/7. »

☑ à **Tourcoing (59)** c'est Michel-François Delannoy (union de la gauche) qui vient de livrer son programme et en l'occurrence le doublement des effectifs de la police municipale.

☑ à **Echirolles (38)** le maire sortant , dans le cadre de la campagne électorale, souhaite mettre en place d'une vidéosurveillance, placée sous le contrôle de la police municipale et progressivement étendue, et poursuivre le renforcement des effectifs de la police municipale, par le recrutement de trois agents supplémentaires. Précisons que dans cette ville, la police municipale est armée de 4^{ème} catégorie.

☑ à **La Grande Motte (34)**, le maire sortant Henri Dunoyer (DVD), propose la création d'un poste de police « mobile », la mise en place d'un accompagnement des personnes âgées ou vulnérables lors de situations le nécessitant (exemple : retrait d'argent important). Acquisition d'une nouvelle vedette maritime.

☑ à **Lyon (69)** : Gérard Collomb, maire sortant  mentionne dans son programme (212 pages) à la page 172 qu'il souhaite renforcer les moyens et l'action du Groupe Opérationnel Mobile, en portant ses effectifs à 40 agents, créer une unité équestre qui assurera, de mai à septembre, des patrouilles à cheval dans les parcs.

L'ancien ministre  Dominique Perben a mentionné : redéfinir les missions de la police municipale et améliorer la coordination avec la police nationale, créer un Centre Opérationnel de Prévention et de Sécurité pour mieux coordonner la police municipale et la police nationale, augmenter la mobilité des agents (équipes en scooters, voitures, rollers), créer une brigade montée.

☑ à **Lille (59)**, même Eric Quiquet et Marie-Pierre Bresson qui conduisent la liste « Les Verts de Lille » ont mentionné dans leur programme de campagne dans la rubrique « stationnement » : S'agissant de défendre l'intérêt général, le rôle et les moyens de la police municipale seront renforcés (stationnement, circulation, vitesse...) Afin que les personnes à mobilité réduite puissent vivre pleinement à Lille, le stationnement illicite sur les trottoirs sera « éradiqué » à la fin du mandat, nous en prenons l'engagement.

Sébastien Huyghe  précise qu'il souhaite pour la police municipale : Renforcer son rôle, tout en le spécialisant sur des missions précises (équestres, VTT, canines...)

- création de brigades pour la sécurité des commerçants et des entreprises de Lille-Sud,
- donner à la police municipale sa place de vraie police de proximité et de premier niveau de la médiation sur le terrain,
- délivrer la formation pour permettre d'assurer les fonctions précédentes,
- sécuriser les entreprises pour qu'elles restent à Lille,
- développer, en toute transparence, un réseau de vidéoprotection qui permettra aux Lillois de pouvoir, enfin, se déplacer à Lille, en toute sécurité.

Martine Aubry, maire sortant, conduit la liste soutenue par le



et promet d'améliorer encore l'intervention de la police municipale :

- accroître la présence des îlotiers dans les quartiers ; créer deux brigades d'intervention rapide ; étendre la brigade VTT ; créer une brigade canine de nuit,
- développer les liens entre la police municipale et les services sociaux pour le repérage et le traitement des situations très sensibles,
- moderniser la fourrière municipale pour un meilleur accueil au public et une intervention plus rapide en cas de stationnement gênant.

Note de Jean Michel WEISS :

Droite – Gauche – et même Parti Communiste : même combat ... il faut peut-être souligner que le problème de la délinquance s'étend au-delà des étiquettes des élus. Force est de constater que de nombreux candidats prennent l'insécurité à bras le corps et souhaitent mettre des moyens supplémentaires dans le développement de leurs polices municipales.

On note par la même occasion que ce constat s'applique aussi bien dans les grandes villes que dans les petits villages et même dans des départements où le taux de délinquance est moindre (le Tarn).

Des retours en arrière aussi

↪ **On trouve encore des raisonnements d'un autre âge ...**

* à **Colombes (92)**, le candidat Philippe Sarre qui conduit la liste  **PCF**  **L'écologie Les Verts** propose un retour en arrière : « *Je conserverai les moyens humains de la police municipale mais, après discussion avec la population, je souhaite que nous procédions rapidement :*

- à une suppression de l'armement lourd, de la brigade canine ou des motos,
- à l'augmentation de la présence sur le terrain par une révision des horaires,
- et surtout à une redéfinition des missions qui fasse de cette police non le «bras armé du maire» mais le **«bras utile des colombiens»**, et travaillant en complémentarité avec la police nationale et les ASVP. Cela suppose bien sûr **des agents plus visibles, plus présents et en proximité de la population.** »

* à **Toulouse (31)** : Pierre Cohen représentant la liste  **PCF**  **L'écologie Les Verts**  **R**  **MRC** propose la mise en service d'un « office de la tranquillité », joignable 24/24 h et ayant pour mission d'apporter une aide aux habitants et d'offrir un relais des services publics. Il permettra par ailleurs la coordination des politiques de prévention médiation-sécurité dans le cadre d'une refonte plus large de l'organigramme des services et s'appuyant sur une police municipale aux missions redéfinies et désarmée. Soulignons que Jean Paul Havrin, était un pionnier de la police de proximité lorsque Chevènement était ministre de l'Intérieur.

Note de Jean Michel WEISS :

La gauche a, d'après moi, encore quelques complexes. Que penser en 2008 du désarmement des policiers municipaux ? Certes il ne faut pas oublier que lors des Universités d'Été du PS, il y a juste deux ans, le désarmement des policiers municipaux avait été acté par la commission citoyenneté !

Et pour finir des mesures idéologiques ... certainement

↪ **Le MNR et le FN restent toujours sur un discours sécuritaire.**

➤ **Cagnes sur Mer (06)**, Jean Paul Perez, le candidat  **MNR** aux élections municipales mentionne dans son programme : « *La police municipale doit avoir des effectifs plus importants : en effet, entre les congés et les RTT, un tiers seulement des effectifs est opérationnel. Le matériel doit être modernisé et adapté aux évolutions des moyens utilisés par les malfaiteurs. Exiger du Préfet l'augmentation du renfort de la police nationale. Appliquer la tolérance zéro. Mettre en place un système de télésurveillance avec coordination des polices municipales et nationales. Ne pas utiliser les policiers municipaux uniquement à dresser des contraventions, mais les utiliser dans leur tâche première : lutter contre la délinquance.* »

➤ **Toulouse (31)**, Philippe Riey, le candidat du  **FN**, défend les thèmes habituels du FN : sécurité et immigration, et demande une police municipale musclée.

☛ **Six-Four** (83), Frédéric Boccaletti,  , mentionne dans son programme : « *Renforcement et développement des missions de la police municipale en augmentant ses effectifs (20 % la première année) et son matériel, réorientation des missions vers la protection des biens et des personnes, ouverture permanente du commissariat, accroissement important des rondes de nuit, tolérance zéro pour les actes d'incivilité, tags, vacarmes ..., contrôles fréquents des émissions sonores des deux roues, développement de la vidéo surveillance notamment aux abords des écoles, renforcement de la surveillance des collèges et du lycée pour empêcher le trafic de drogue et le racket de nos enfants. »*

☛ **Chelles** (77), Julien Sanchez, candidat  à la mairie, promet : « *je m'efforcerai, en tant qu'élu, d'obtenir des pouvoirs publics de nouveaux moyens pour la police nationale dans ma ville. Je renforcerai aussi les moyens de la police municipale et lui demanderai d'effectuer des rondes de nuit et de mieux coopérer avec la police nationale pour assurer la sécurité, première des libertés des Chelloises et Chellois. Une sécurité qui laisse encore actuellement à désirer. »*

Note de Jean Michel WEISS :

Pas de surprise à la lecture des programmes des différents candidats d'extrême droite. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit pour eux de la « priorité » des priorités.

☛ **Un discours anti-police municipale pour certains**

Bien évidemment on trouve aussi totalement l'inverse dans les programmes des candidats altermondialistes ou d'extrême gauche, qui pour des raisons certainement très idéologiques proposent tous l'inverse :

☒ à **Toulouse** (31), « Autre Liste » propose l'inverse à savoir : le redéploiement de la police municipale sur la ville dans une logique de prévention et de proximité, suppression de l'armement et du travail de nuit. Redéfinition des missions de la police municipale en complémentarité avec la police nationale et le refus du tout sécuritaire et de la vidéosurveillance.

☒ Le porte parole de la , Olivier Besancenot, vient de déclarer à Mulhouse (68) : « *Plutôt de l'argent pour les centres sociaux culturels qui sont en grande difficulté à Mulhouse et pour les éducateurs que pour les caméras de vidéosurveillance et la police municipale. »*

Note de Jean Michel WEISS :

Ces propos sont simplement idéologiques et en complète contradiction avec l'ensemble des demandes des Français. Ils n'appellent d'ailleurs aucun commentaire.

* * * *

En conclusion, même si la sécurité n'est plus un enjeu électoraliste, on notera qu'elle figure néanmoins dans de nombreux programmes de campagne aussi bien à droite qu'à gauche. Cette attente des Français est toutefois abordée avec beaucoup plus de recul et les propositions semblent plus raisonnées et en adéquation avec les problématiques de terrain. Le tout sécuritaire, habituellement véhiculé par les partis de droite, a disparu ; à l'inverse même la gauche revendique ici ou là que la police municipale doit être renforcée et même armée.

C'est donc beaucoup plus sereinement que la police municipale confirme s'il le fallait qu'elle joue un rôle important dans la prévention et la lutte contre la petite et moyenne délinquance, et à ce titre, la **FA-FPT** entend bien revendiquer que la police municipale soit le « 3^{ème} maillon de la sécurité en France ». Elle demande donc à continuer à débattre avec le gouvernement afin de pouvoir continuer à améliorer la professionnalisation des polices municipales.